



# Comité consultatif de l'industrie maritime



## Rapport sommaire

Réunion hybride – Vancouver (Colombie-Britannique) et  
MS Teams  
Le 19 octobre 2023

---

Préparé par

Services publics et Approvisionnement Canada  
Bureau de la gestion de la commodity maritime



# Comité consultatif de l'industrie maritime

## Abréviations

ABCMI	Association of British Columbia Marine Industries
ACADA	Association de l'aérospatiale et de la défense du Canada atlantique
C.-B.	Colombie-Britannique
AICDS	Association des industries canadiennes de défense et de sécurité
FAC	Forces armées canadiennes
CAADA	Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones
GCC	Garde côtière canadienne
ACIMCN	Association canadienne des industries marines et de la construction navale
PCCCS	Programme canadien de certification en matière de cybersécurité
DEI	Diversité, équité et inclusion
DG	Directeur général
MDN	Ministère de la Défense nationale
DOD	Département de la Défense américain
GC	Gouvernement du Canada
PAA	Plan d'avantages pour les Autochtones
SAC	Services aux Autochtones Canada
ISDE	Innovation, Sciences et Développement économique
RIT	Retombées industrielles et technologiques
BGCM	Bureau de la gestion de la commodité maritime
CCIM	Comité consultatif de l'industrie maritime
MC	Maintien de la certification
NSBA	Nova Scotia Boatbuilder Association
SNCN	Stratégie nationale de construction navale
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
PME	Petites et moyennes entreprises
SNAME	Society of Naval Architects and Marine Engineers
IPS	Initiative sur les partenariats stratégiques
É.-U.	États-Unis
GT	Groupe de travail



# Comité consultatif de l'industrie maritime

Le 19 octobre 2023, de 9 h 10 à 9 h 50

Séance 1 : Programme de certification en cybersécurité

Paula Folkes-Dallaire, sous-ministre adjointe déléguée, SPAC

Voici un résumé des points soulevés lors de la présentation et de la discussion en découlant :

- Le programme de certification en cybersécurité 2.0 attendu aux É.-U devrait comprendre les fournisseurs canadiens pouvant vendre des produits au DOD.
- La réciprocité est essentielle. Les fournisseurs canadiens répondront aux normes américaines et vice versa.
- Le niveau 2 de certification en cybersécurité sera valide pendant trois (3) ans.
- Il faut accroître la cyberrésilience de l'industrie maritime canadienne face aux menaces persistantes avancées, mais aussi aux menaces individuelles de moindre ampleur.
- On n'acceptera pas des certifications ISO semblables au lieu du Programme canadien de certification en cybersécurité (PCCCS). Le PCCCS s'efforcera de tirer parti du programme de certification du modèle de maturité en cybersécurité (CMMC) du gouvernement américain afin de garantir la réciprocité.
- Il faut maintenir l'intégrité du système pour les capacités et l'état de préparation essentiels des FAC.
- En partenariat avec d'autres ministères, SPAC dirige le PCCCS, offrant un soutien clé et une orientation technique aux petites et moyennes entreprises (PME).
- Les changements au chapitre des politiques, de la gouvernance et de la culture, en plus des contrôles techniques, seront essentiels à la réussite.
- Les membres de l'industrie ont indiqué que le coût est un obstacle à la préparation au chapitre de la cybersécurité (les coûts doivent être saisis et reconnus dans les soumissions).
- En ce qui concerne la création de données, le volume est assujéti aux mesures liées à la sécurité nationale (données comme bien principal des entreprises canadiennes); il faut protéger l'accès aux renseignements protégés et classifiés.
- Accroître le recours à la méthode de l'équipe rouge – un groupe qui se fait passer pour un ennemi tente une intrusion physique ou numérique contre une organisation à la demande de cette dernière, puis produit un rapport afin que l'organisation puisse améliorer ses défenses.
- La certification en matière de cybersécurité augmentera au sein de la participation de l'industrie canadienne et de l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Le 19 octobre 2023, de 9 h 50 à 10 h 10

Séance 2 : Attirer la main-d'œuvre dans le domaine maritime et stratégie de la Colombie-Britannique pour les industries maritimes

Leann Collins, directrice, Projets et relations avec les intervenants, ABCMI

Alex Rueben, directeur exécutif, ABCMI

Voici un résumé des points soulevés lors de la présentation et de la discussion en découlant :

## **Attirer la main-d'œuvre dans le domaine maritime**

- Une campagne visant à attirer des personnes issues de groupes sous-représentés dans l'industrie maritime canadienne est en cours.



# Comité consultatif de l'industrie maritime

- Différents supports de communication ont été utilisés pour joindre un vaste groupe de personnes au moyen de divers canaux, comme Instagram, des documents imprimés, des publicités sur les autobus, du contenu vidéo et autres.
- Il est difficile d'évaluer le projet, puisque les réussites ne sont pas quantifiées.

## **Stratégie de la Colombie-Britannique pour les industries maritimes**

- Cadre stratégique : objectifs stratégiques, voies pour assurer le développement, domaines d'intervention.
- Mettre l'accent sur la stratégie d'intendance en partenariat avec les Premières Nations et le gouvernement de la Colombie-Britannique.
- Les entreprises de la Colombie-Britannique ont besoin d'aide pour se positionner de manière compétitive sur les marchés nationaux des petits bateaux.
- On investit dans le perfectionnement d'une main-d'œuvre prête pour l'avenir; un nouveau fonds a été lancé récemment.
- Un projet sans financement n'est pas un projet.
- Il y a des discussions avec les partenaires internationaux pour partager les leçons retenues et les approches.
- Il faut maintenant élaborer un programme national qui devrait se fonder sur cette stratégie de la Colombie-Britannique.

Le 19 octobre 2023, de 10 h 40 à 11 h 40

Séance 3 : Soutenir la réconciliation économique au moyen de l'approvisionnement

Danielle Aubin, directrice principale, Services aux Autochtones Canada

Jay Mearns, directeur de l'expansion des affaires, Musqueam Capital Corporation

Voici un résumé des points soulevés lors de la présentation et de la discussion en découlant :

- On discute de la réponse face à une demande croissante de soutien de la part des ministères du gouvernement du Canada (GC) pour atteindre les objectifs fixés, tout en mettant l'accent sur l'établissement de relations fructueuses.
- Les plans d'avantages pour les Autochtones (PAA) font habituellement partie des stratégies d'approvisionnement afin d'assurer la participation des entreprises autochtones à la chaîne d'approvisionnement et d'accroître la préparation et la capacité future.
- On peut assurer une participation accrue des Autochtones au moyen de nombreuses méthodes, dont des appels d'offres limités, le dégroupage, l'attribution d'un contrat à fournisseur unique, l'emploi, la sous-traitance, la formation et le perfectionnement.
- Les participants discutent de la collaboration et du partenariat entre la Musqueam Capital Corporation et le Groupe Océan. Des détails seront communiqués ultérieurement.
- Thales travaille avec des partenaires australiens et pense que les leçons retenues peuvent être appliquées à l'approvisionnement canadien.
- Le programme de maintien de la certification est exploité à Montréal. L'Association de l'aérospatiale et de la défense du Canada atlantique collabore avec le Canada atlantique pour créer un programme de maintien de la certification avec « EnviroBlu », une entreprise autochtone.
- La Musqueam Capital Corporation fonde sa façon de faire des affaires avec les entreprises sur des relations de longue date, la transparence, l'équité, les valeurs communautaires, le soutien, l'inclusion et le respect.



# Comité consultatif de l'industrie maritime

- La Musqueam Capital Corporation explique que les communautés autochtones ont la capacité d'assurer la liaison avec les entreprises autochtones et de les représenter. Jay Mearns, représentant de la Musqueam Capital Corporation, explique que nous ne sommes pas sur un « territoire traditionnel », mais bien sur notre « territoire ». Les reconnaissances territoriales ne doivent pas renvoyer au territoire traditionnel.
- Jay Mearns, de la Musqueam Capital Corporation, explique que les Autochtones devraient se charger de la vérification des entreprises autochtones, pas un répertoire du gouvernement du Canada.

Le 19 octobre 2023, de 12 h 40 à 14 h 10

**Séance 4 : Préjugés inconscients dans le cadre de la diversité, de l'équité et de l'inclusion**  
Paula Folkes-Dallaire, sous-ministre adjointe déléguée, SPAC

Voici un résumé des points soulevés lors de la présentation et de la discussion en découlant :

- Les répercussions sont plus importantes si les préjugés inconscients ne sont pas remis en question (comme sur les politiques et les programmes).
- « Rien sur nous sans nous. »
- L'alliance est importante et nous permet d'utiliser nos privilèges pour soutenir les autres à la table.
- La conscience de soi est essentielle pour être un allié. Demandez-vous « pourquoi » votre entourage ou votre organisation n'est pas plus diversifié.
- Le parrainage peut ouvrir des portes, éliminer des obstacles ainsi que remettre en question et supprimer le statu quo.
- Si vous souhaitez accroître la diversité au sein de votre organisation, traitez bien vos employés. En donnant aux gens la possibilité de s'asseoir à la table, ils feront à leur tour la promotion de votre entreprise auprès de leur réseau respectif.

Le 19 octobre 2023, de 14 h 20 à 15 h

**Séance 5 : Politique sur les retombées industrielles et technologiques**  
Howard Wong, directeur, ISDE

Voici un résumé des points soulevés lors de la présentation et de la discussion en découlant :

- Les retombées industrielles et technologiques (RIT) tirent parti de l'approvisionnement en défense et de la GCC pour favoriser l'emploi, l'innovation et la croissance économique dans l'ensemble du Canada.
- La politique sur les RIT s'applique à l'ensemble de l'approvisionnement en défense et de la GCC de plus de 100 M\$.
- On présente un résumé de la politique sur les RIT et des outils (voir la présentation).
- Il faut évaluer le risque que représente le marché dans la conception des navires canadiens.
- On constate une dualité au chapitre des RIT lorsqu'on cherche à créer du contenu canadien.
- Les données de jumelage numérique doivent être protégées du point de vue de la conception. Il s'agit d'un risque élevé pour la sécurité.
- La conception internationale ne soutient pas la technologie canadienne tout au long du suivi de l'approvisionnement et des occasions concurrentielles.



# Comité consultatif de l'industrie maritime

Le 19 octobre 2023, de 15 h à 15 h 40

Séance 6 : Mises au point du CCIM et événements à venir

Emily Wehbi, directrice, SPAC

Voici un résumé des points soulevés lors de la présentation et de la discussion en découlant :

- L'industrie indique qu'il faut tenir des séances à huis clos plus tôt avant chaque réunion du CCIM.
- Il faut tenir des réunions supplémentaires pour chaque GT afin de favoriser la résolution des problèmes. Le CCIM doit préciser qui est invité dans chaque groupe et qui dirige chaque groupe.
- Il faut comparer les éléments à long terme aux gains rapides pour montrer l'industrie dans son ensemble (éliminer les périodes d'expansion et de ralentissement, moderniser le processus d'approvisionnement).
- Recommandation sur le format du CCIM – Prévoir moins de sujets et plus de temps pour les discussions exhaustives et significatives.
- La structure des segments de l'industrie sera modifiée pour comprendre un total de 17 membres de l'industrie dans les segments de l'industrie suivants :
  - Construction des petits navires (deux entreprises de construction de petits navires et deux entreprises de construction de petites embarcations)
  - Aliénation (deux représentants)
  - Soutien en service (trois représentants)
  - Travaux de réparation, de radoub et d'entretien (trois représentants)
  - Services de conception et technologie (deux représentants)
  - Section du soutien en génie (un représentant)
  - Fournisseurs de biens maritimes (deux représentants)

## Poste de vice-président de l'industrie

- On remplacera le titre de vice-président de l'industrie par celui de « coprésident de l'industrie ». Des partenariats informels ont été formés entre les associations industrielles et la création d'un poste de coprésident renforcera la collaboration et la représentation de tous les membres de l'industrie.

## Promesse du CCIM

- Il faut commencer avec un document plus court auquel on peut ajouter des éléments au fil du temps.
- La création d'une promesse exige une conversation plus longue et plus approfondie. Il faut déterminer ce que nous mesurons et comment nous déterminons la responsabilité.
- Les perspectives du comité sont importantes pour donner l'exemple.
- Il faut veiller à pourvoir les postes qui deviennent vacants au sein du CCIM en 2024 et donner l'exemple d'un groupe diversifié.

## Recommandations – Table ronde du CCIM

Levée de la séance et recommandations du CCIM

- Document d'une page sur AchatsCanada comprenant cinq questions sur la Stratégie nationale de construction navale et son évolution – comment avons-nous évolué à titre de communauté du domaine maritime depuis sa création?



# Comité consultatif de l'industrie maritime

- Il faut assurer une intégration appropriée des nouveaux membres du CCIM pour réduire les perturbations; par exemple, prévoir une déclaration à l'ordre du jour de la réunion du CCIM sur le but de la réunion.
- Il faut partager les présentations sur la DEI, la cybersécurité et SAC avec l'ensemble de l'industrie et en discuter de manière approfondie, puisqu'il s'agit de sujets importants à long terme. Il faut également tirer parti des associations.
- Le coprésident mettra l'accent sur l'augmentation de la participation de l'industrie et des discussions actives concernant l'élaboration de l'ordre du jour.
- La conception au Canada profite à l'écosystème; la conception aérospatiale et navale est transférable.



# Comité consultatif de l'industrie maritime

## Annexe – Participants à la réunion

### Associations industrielles :

- Association de l'aérospatiale et de la défense du Canada atlantique (ACADA) – **Victoria Belbin**, présidente et chef de la direction (en personne)
- Association of British Columbia Marine Industries (ABCMI) – **Alex Rueben**, directeur exécutif (en personne)
- Association of British Columbia Marine Industries (ABCMI) – **Leann Collins**, directrice, Projets et relations avec les intervenants (en personne)
- Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) – **Nicolas Todd**, vice-président, Relations avec le gouvernement et communications (en mode virtuel)
- Institut canadien de génie maritime (ICGMar) – **Bud Streeter**, président honoraire (en mode virtuel)
- Association canadienne des industries marines et de la construction navale (ACIMCN) – **Colin Cooke**, Président (en personne)
- Nova Scotia Boatbuilders Association (NSBA) – **Jan Fullerton**, directeur exécutif (en personne)
- Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones (CAADA) – **Paul Macedo**, Directeur des communications (en personne)

### Représentants de segments du marché de l'industrie maritime :

- Soutien en service
  - ✓ General Dynamics Mission Systems Canada – **Mark Thibodeau**, directeur des programmes de soutien aérien et naval (en mode virtuel)
  - ✓ Thales Canada – **Travis Dowd**, directeur, Ventes et stratégie maritimes (en mode virtuel)
  - ✓ Secunda Canada LP – **Darrell Sheppard**, président et chef de la direction (en mode virtuel)
- Travaux de réparation, de radoub et d'entretien
  - ✓ Groupe Océan – **Philippe Filion**, directeur, Affaires publiques et corporatives (en mode virtuel)
  - ✓ Newdock, St. John's Dockyard – **Richard Eddy**, gestionnaire des opérations (en mode virtuel)
- Construction des petits navires
  - ✓ Chantier naval Forillon Inc. – **Jean-David Samuel**, président-directeur général (en mode virtuel)
  - ✓ Rosborough Boats – **Heaton Rosborough**, président (en personne)
- Chaîne d'approvisionnement
  - ✓ Wartsila Canada Ltd. – **Mark Keneford**, administrateur délégué (en personne)
  - ✓ Wartsila Canada – **Alan Novotny**, directeur principal de la côte Ouest pour l'industrie maritime (en mode virtuel)
- Architecture et génie navals
  - ✓ Genoa Design International Ltd. – **Gina Pecore**, PDG (en personne)
- Musqueam Capital Corporation – **Jay Mearns**, directeur de l'expansion des affaires (en personne)



# Comité consultatif de l'industrie maritime

## Représentants ministériels :

- Centre canadien pour la cybersécurité (CST) – **Rita Cooper**, analyste principale, engagement en cybersécurité (en mode virtuel)
- Garde côtière canadienne (GCC) – **Neil O'Rourke**, directeur général, STI (en personne)
- Garde côtière canadienne (GCC) – **Adam Wettges**, directeur régional, STI (en personne)
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Capt(M) Frédéric Pierre**, directeur, Gestion du programme d'équipement maritime (non-combattants), DGGPEM(NC) (en personne)
- Services aux Autochtones Canada (SAC) – **Danielle Aubin**, directrice principale, Stratégie de transformation de l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (en personne)
- Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) – **Tracy Chatman**, agente, Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine (en mode virtuel)
- Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) – **Howard Wong**, directeur, Opérations (marines), Retombées industrielles et technologiques (en mode virtuel)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Paula Folkes-Dallaire**, sous-ministre adjointe associée, Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Marc Baril**, directeur général par int., Secteur des services maritimes et des petits navires (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Clinton Lawrence-Whyte**, directeur général, Soutien en approvisionnement Canada (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Randy Roberts**, directeur général, Secteur de la construction des grands navires (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Christine Beeraj**, directrice, Gestion des programmes et des politiques de défense et maritime (en mode virtuel)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Cindy Soyland**, directrice, Direction des radoubs, de la logistique et de la construction des petits navires (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Emily Wehbi**, directrice, Initiatives stratégiques et d'affrètement maritime (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Tara Hartley**, directrice, Région du Pacifique, Soutien en approvisionnement Canada (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Heather Bartlett**, gestionnaire, Gestion des programmes et des politiques de défense et maritime (en mode virtuel)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Leah Jagodics**, gestionnaire, Bureau de la gestion de la commodité maritime (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Élise Côté**, gestionnaire, Stratégie de RH SNCN (en mode virtuel)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Vanessa Good-Davidson**, chef d'équipe d'approvisionnement, Bureau de la gestion de la commodité maritime (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Alexe Leduc**, coordonnatrice d'événements, Bureau de la commodité maritime (en personne)
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Julia McDonald**, agente de projet, Bureau de la gestion de la commodité maritime (en personne)